

**Union européenne - Sommet des  
pays du Sud de l'Union européenne  
- Déclaration «Faire progresser  
l'UE en 2018»**

(Rome, 10 janvier 2018)

1) Nous, chefs d'Etat et de gouvernement de la République de Chypre, d'Espagne, de France, de Grèce, d'Italie, de Malte et du Portugal, nous sommes réunis à Rome pour le quatrième sommet des pays du Sud de l'Union européenne.

2) Au début d'une année de pleine reprise économique faisant suite à une décennie de crise financière, l'UE retrouve la voie de la croissance. En des temps d'épreuve, elle a élaboré de nouveaux outils de gouvernance et renforcé sa capacité de réaction aux défis mondiaux. Beaucoup a été accompli en combinant des réformes au niveau national, la discipline budgétaire et l'investissement. Mais si l'Europe est plus sûre et plus forte, il reste beaucoup à faire. Notre avenir réside dans une Europe plus souveraine, plus sociale et plus démocratique qui pourra être un modèle dans le monde. Ensemble, nous pouvons répondre aux besoins de nos citoyens en définissant une ambition commune tout en étant ouverts à tous les Etats membres qui souhaitent aller de l'avant, comme nous venons de le faire dans le domaine de la défense.

3) En mars 2017 à Rome, nous avons arrêté un programme d'action ambitieux et pris l'engagement d'agir dans tous les domaines qui préoccupent le plus les citoyens : une Europe sûre et sécurisée, une Europe prospère et durable, une Europe sociale, une Europe plus forte sur la scène mondiale. Dans chacun de ces domaines, nous avons réalisé des progrès concrets. Nous devons continuer d'agir afin de produire des résultats tangibles en ce sens.

4) Associer pleinement croissance économique et bien-être social constituera un élément essentiel. Des mesures supplémentaires destinées à compléter l'Union économique et monétaire (UEM) sont nécessaires pour assurer une croissance plus durable et plus équilibrée, la compétitivité, la qualité de l'emploi et la convergence. La future UEM devra être plus résiliente, plus favorable à la croissance et plus démocratique, afin de consolider la zone de prospérité qui constitue la base du projet européen. Compléter et renforcer l'Union bancaire est une priorité. Un mécanisme commun de soutien du Fonds de résolution unique et un système européen d'assurance des dépôts devraient être établis dès que possible, conformément à la nécessité de combiner les objectifs de mutualisation et de réduction des risques. Les discussions doivent se poursuivre sur la possibilité de mettre en place une capacité budgétaire, dotée d'une fonction de stabilisation et d'investissement, au sein de l'UEM afin de favoriser la productivité à long terme, d'accroître sa capacité de réaction aux chocs économiques et d'éviter des effets négatifs à long terme pour nos sociétés. Le cadre budgétaire devrait offrir des incitations appropriées à des politiques budgétaires favorables à la croissance et à la poursuite des efforts de réforme, et établir un équilibre adéquat entre soutenabilité et stabilisation. Une UEM efficace devrait avoir pour objectif final une convergence progressive des Etats membres vers une croissance durable et socialement inclusive.

5) Il est temps de nous concentrer sur les politiques de l'UE clairement identifiées par nos citoyens comme des priorités essentielles. Nous continuerons à promouvoir un fonctionnement efficace du marché intérieur, ainsi que la cohésion économique, territoriale et sociale. Nous sommes favorables à une nouvelle approche des biens publics européens qui devrait, au sein du budget de l'UE, figurer dans le nouveau cadre financier pluriannuel (CFP). Nous voulons assurer un copilotage et un cofinancement de la politique migratoire aux frontières de l'Europe ; une pleine mise en oeuvre de la Stratégie européenne de défense reposant sur des financements conjoints, des ambitions partagées et une stratégie commune ; un renforcement des capacités de sécurité interne et externe ; un plan permanent d'investissement axé sur l'innovation avec des externalités positives entre les Etats membres, avec l'achèvement du Marché unique, en particulier pour ce qui est de l'Union de l'innovation, de l'Union numérique, de l'Union de l'énergie et de l'Union des marchés de capitaux. Dans cette perspective, une politique coordonnée d'imposition des sociétés, conforme aux normes internationales, pourra être examinée. Nous avons besoin d'une mobilité accrue des jeunes générations dans toute l'Europe et d'une politique plus ambitieuse de l'éducation et de la culture au niveau de l'UE, comme cela a été décidé lors du Conseil européen de décembre 2017 (Erasmus, carte d'étudiant européenne, universités européennes, reconnaissance mutuelle des diplômes de l'enseignement secondaire et supérieur, apprentissage tout au long de la vie). Nous devons également renforcer la citoyenneté européenne grâce à des programmes de l'UE qui investissent dans les générations à venir afin de développer l'intégration.

6) Nous devons mettre en oeuvre, au niveau de l'Union et des Etats membres, le Socle européen des droits sociaux proclamé à Göteborg. Le Conseil européen de décembre 2017 a souligné la nécessité de mettre en oeuvre un nouvel ensemble d'initiatives dans les domaines de la santé, de l'égalité femmes-hommes, du travail et de la protection sociale. Agir en faveur d'un développement plus équilibré et plus durable, encourager les réformes nécessaires et permettre la mise en place de filets de protection sociale sont les enseignements les plus importants que nous retirons de la crise.

7) Tous les citoyens ont le droit de vivre à l'abri de la peur. La sécurité est un facteur essentiel pour faire en sorte que la vie de tous les Européens repose sur la démocratie et la liberté. Nous sommes résolus à continuer de nous épanouir grâce à l'ouverture et de lutter contre ceux qui s'opposent aux libertés et aux droits civils. Les Européens doivent assumer plus largement la responsabilité de leur sécurité et faire davantage pour lutter contre le terrorisme. La défense des pays d'Europe importe pour la protection des citoyens de l'UE et pour la crédibilité de l'Union européenne dans son ensemble. L'action de l'Europe visera à relever les défis régionaux et mondiaux en mettant particulièrement l'accent sur la Méditerranée, sur le voisinage oriental immédiat de l'UE et sur l'Afrique : un voisinage démocratique, stable et prospère constitue une priorité stratégique et répond à l'intérêt fondamental de l'UE.

Nous suivons de près la question chypriote et réaffirmons notre soutien à un règlement global et viable, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et à l'acquis de l'UE, qui réunit Chypre et son peuple et assure la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre, sans mécanisme de garanties. La République de Chypre est membre de l'Union européenne et le demeurera après le règlement de cette question et son appartenance à l'UE constitue la meilleure garantie pour Chypre réunifiée.

8) La gestion des flux migratoires sera un défi fondamental pour l'Union européenne au cours des années à venir. Les pays du Sud de l'Union sont particulièrement concernés et touchés car ils se trouvent en première ligne des frontières extérieures de l'Union. Notre rôle fondamental et la charge de la protection de ces frontières doivent être reconnus et partagés par l'UE. L'Union européenne devra redoubler d'efforts pour lutter contre la traite d'êtres humains et les nouvelles formes d'esclavage, garantir les droits de tous et protéger ceux qui ont besoin de protection internationale, en particulier les catégories les plus vulnérables.

Nous sommes fermement attachés à une politique européenne commune des migrations, tant pour éviter les flux illégaux que pour traiter les causes profondes des migrations massives par le dialogue et la coopération avec les pays d'origine et de transit. Nous sommes résolus à renforcer nos partenariats avec ces pays, en particulier en Afrique. La pleine mise en oeuvre de la déclaration UE-Turquie, dans une mer Egée où le droit international doit être respecté, est nécessaire. Considérant les succès concrets obtenus au cours des derniers mois s'agissant de la dimension extérieure des migrations, il conviendra de maintenir le financement approprié des instruments financiers existants, notamment le fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique et la facilité de l'UE pour la Turquie, ainsi que d'assurer le plein financement de ces instruments dans le cadre du prochain CFP.

Nous sommes fermement convaincus que les résultats positifs obtenus en ce qui concerne la dimension extérieure de l'agenda migratoire européen doivent être complétés par un effort résolu en vue de mettre en place un régime d'asile européen commun (RAEC) nouveau et équitable reposant sur le respect effectif des principes de responsabilité et de solidarité, en particulier à l'égard des Etats membres de première ligne.

9) Nous soutenons toutes les initiatives qui visent à développer la démocratie et la participation des citoyens. À cet égard, nous accueillons favorablement l'idée de consultations citoyennes dans toute l'Europe sur les priorités essentielles pour l'avenir de l'Union européenne qui pourraient être organisées à partir du printemps prochain. Dans le même esprit, des listes transnationales de candidats au Parlement européen, à élire au niveau de l'Europe, pourraient renforcer la dimension démocratique de l'Union.

Nous sommes résolus à agir ensemble pour atteindre les objectifs énoncés dans cette déclaration et convenons que notre prochain sommet aura lieu à Chypre./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)